

Nicolas II Intime

105
558
MAURICE LEUDET

4357/4
NICOLAS II

Intime



*Ouvrage illustré de très nombreuses gravures
d'après des originaux
et des documents photographiques*



PARIS

F. JUVEN, ÉDITEUR

10, RUE SAINT-JOSEPH, 10

Tous droits réservés

À

PREFACE

La faveur avec laquelle a été accueilli le livre que j'ai écrit sur *Guillaume II intime* m'a décidé à présenter au public un ouvrage de documentation sur le Tsar de toutes les Russies.

C'est l'homme que je me suis avant tout proposé de faire connaître, car l'homme explique, chez Nicolas II, surtout, l'Empereur, le Chef d'un grand pays. Celui qui aime la vie simple, qui se complaît surtout dans les fêtes de famille, ne saurait être un ambitieux avide de conquêtes et de gloires guerrières. Jeune homme élevé dans des idées de justice et de liberté, il s'est épris de bonne heure d'un idéal : la paix du monde.

Lui, l'autocrate, à qui obéissent des millions de sujets, il a tendu loyalement la main à une grande république, la République Française, et a conclu avec elle une alliance, reposant, selon ses propres paroles, sur « le droit et l'équité ». A l'intérieur, il a encouragé tout particulièrement le grand travail du Transsibérien, et a secondé son ministre des Finances M. Witte, dans ses réformes financières.

Cela seul suffirait à illustrer son règne.

Son toast fameux prononcé à bord du *Pothuau* fut un

acte que la France, avec un juste orgueil, enregistra comme plein de promesses pour un avenir prochain.

Or, voici que tout à coup, au mois d'août dernier, le monde surpris, étonné, apprit, par la voie des journaux que le tsar Nicolas II désirait voir régler, dans une conférence internationale, la question des « armements excessifs » qui pèsent sur les grandes puissances et mettent en péril la paix générale.

Le *Messenger officiel* publiait en effet, d'ordre de l'Empereur, la communication suivante, remise le 24 août à tous les représentants accrédités auprès de Sa Majesté.

Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations, se présentent, dans la situation actuelle du monde entier, comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les gouvernements. Les vues humanitaires et magnanimes de Sa Majesté l'Empereur, mon auguste maître, y sont entièrement acquises. Dans la conviction que ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux légitimes de toutes les puissances, le gouvernement impérial croit que le moment présent serait très favorable à la recherche dans la voie de la discussion internationale, des moyens les plus efficaces à assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable. et à mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels.

Pénétrée de ce sentiment, Sa Majesté a daigné m'ordonner de proposer à tous les gouvernements dont les représentants sont accrédités près la Cour Impériale la réunion d'une conférence qui aurait à s'occuper de ce grave problème.

Cette conférence serait, Dieu aidant, d'un heureux présage pour le siècle qui va s'ouvrir; elle rassemblerait dans un puissant faisceau les efforts de tous les États qui cherchent sincèrement à faire triompher la grande conception de la paix universelle sur les éléments de trouble et de discorde.

Elle cimenterait en même temps leurs accords pour une consé-

cration solidaire des principes d'équité et de droit, sur lesquels reposent la sécurité des États et le bien-être des peuples.

Cette proposition, qui, si elle devait être réalisée, libérerait en effet les grandes nations continentales d'un danger de guerre de plus en plus menaçant, méritait d'être accueillie partout avec sympathie. C'est ainsi, en effet, qu'elle l'a été par l'opinion. En France, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Italie, on a tout de suite rendu justice aux « intentions » du Tsar. Dans notre pays, toutefois, on a remarqué, avec raison, que la France ne pouvait souscrire à une proposition de désarmement, que si la question de l'Alsace-Lorraine était réglée conformément aux principes « d'équité et de droit » évoqués à la fin de la note impériale.

L'Allemagne, de son côté, a nettement déclaré, par ses journaux de nuances différentes, que le patrimoine légué par Guillaume I^{er} ne saurait faire l'objet d'une discussion internationale.

C'est là que réside la grosse difficulté, la difficulté peut-être insurmontable. Car la question d'Alsace-Lorraine, contrairement à ce que pensent la plupart des étrangers, n'affecte pas seulement le sentiment national : de sa résolution dépend notre sécurité.

Nos amis les Russes l'ont compris, et les *Novosti*, dans un article que quelques-uns prétendent inspiré, déclarent qu'une compensation nous est due pour le « morceau de territoire qui a été enlevé au sol de la patrie ».

Cette compensation, ou plutôt ce compromis, notre confrère le trouve dans la neutralisation de l'Alsace-Lor-